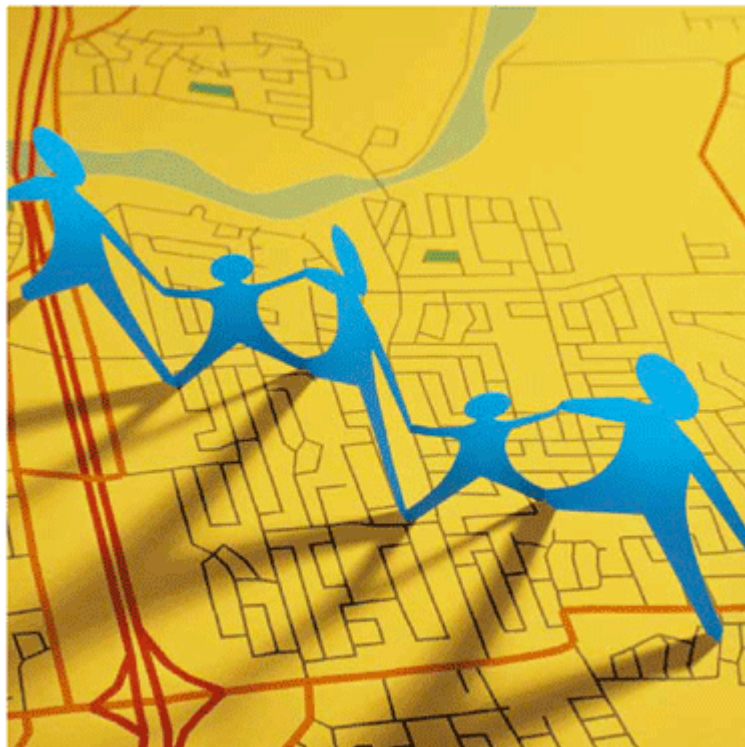


**L'étalonnage du développement
économique régional : indicateurs et
mesures**

Cédric BRUNELLE et Richard SHEARMUR

URBANISATION, CULTURE ET SOCIÉTÉ

INRS



**L'étalonnage du développement
économique régional : indicateurs et
mesures**

Cédric BRUNELLE et Richard SHEARMUR

Laboratoire d'analyse spatiale et d'économie régionale
(LASER)

Rapport d'étude produit
pour le compte du ministère du Développement
économique, de l'Innovation et de l'Exportation

Institut national de la recherche scientifique
Urbanisation, Culture et Société

Novembre 2007

Responsabilité scientifique :

Cédric Brunelle, cedric.brunelle@ucs.inrs.ca

Richard Shearmur, richard.shearmur@ucs.inrs.ca

Institut national de la recherche scientifique
Urbanisation, Culture et Société

Diffusion :

Institut national de la recherche scientifique

Urbanisation, Culture et Société

385, rue Sherbrooke Est

Montréal (Québec) H2X 1E3

Téléphone : (514) 499-4000

Télécopieur : (514) 499-4065

www.ucs.inrs.ca

ISBN 978-2-89575-136-6

Dépôt légal : - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007

- Bibliothèque et Archives Canada

© Tous droits réservés

TABLE DES MATIÈRES

Liste des figures	iv
INTRODUCTION	1
1. LA MESURE ET L'ÉTALONNAGE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL.....	3
1.1 Le développement économique régional.....	3
1.2 Qui profite du développement économique régional?	5
1.3 Qu'est-ce qu'une région?	6
2. SURVOL DES PRATIQUES DANS DOUZE PAYS ET RÉGIONS.....	9
2.1 Australie.....	10
2.2 Canada.....	11
2.2.1 Alberta.....	11
2.2.2 Colombie-Britannique.....	13
2.2.3 Ontario.....	15
2.2.4 Québec.....	15
2.3 États-Unis.....	17
2.3.1 Maine.....	17
2.3.2 New York.....	19
2.3.3 Oregon	20
2.3.4 Vermont.....	20
2.4 France	21
2.5 Suède	22
2.6 Écosse.....	23
3. DISCUSSION SUR LES PRATIQUES	25
CONCLUSION.....	29
Pratiques dans les douze cas étudiés.....	29
La mesure du développement régional au Québec	30
RÉFÉRENCES	31

Liste des figures

Figure 1.	Mesures de développement socio-économiques selon une typologie régionale de distance, Australie, 2007.	11
Figure 2.	Indicateurs de croissance régionale reposant sur les projets de construction, Alberta, 2005.	12
Figure 3.	Étalonnage par construction d'indices, Colombie-Britannique, 2007.	14
Figure 4.	Politique de développement durable et indicateurs, Maine, 2007.	18
Figure 5.	Étalonnage mensuel de l'emploi régional, État de New York, 2007.	19
Figure 6.	Indicateurs d'innovations en Écosse : innovations sur le marché (produits) et innovations dans l'industrie (procédés) par secteurs, et gradués en pourcentage de la main d'œuvre, 2007.	24
Figure 7.	Grandes familles d'indicateurs classiques selon quatre dimensions du développement. ...	26

Introduction

Dans le cadre d'une recherche plus large mise en place par le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, l'INRS-Urbanisation, Culture et Société a reçu le mandat de repérer et d'analyser les systèmes d'indicateurs utilisés dans des juridictions comparables au Québec pour appréhender le développement des régions, voire le prévoir. Le but de ces analyses est de proposer un cadre comparatif qui favoriserait l'étalonnage en matière d'indicateurs de développement économique.

1. LA MESURE ET L'ÉTALONNAGE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

Toute la question du développement économique régional, et du développement économique tout court, est entourée de débats importants, débats qui s'intensifient aujourd'hui dans un contexte de mondialisation (perte d'autonomie des régions et même des pays), de prise de conscience des problèmes écologiques liés au développement (limites des ressources, réchauffement planétaire) et d'accentuation de la polarisation sociale (précarisation des emplois, stagnation des revenus bas et moyens, concentration du capital). Ces questions plus larges entraînent des conséquences qui doivent être considérées lorsque l'on se propose de mesurer le développement régional. Bien qu'il nous soit impossible de faire un tour complet de la chose, nous posons ci-dessous trois familles de questions qui portent directement sur le type de métrique de développement et sur son interprétation. Ces questions forment en quelque sorte une grille — qui se veut assez précise, mais ouverte — qui nous permettra de nous y retrouver dans la littérature qui sera consultée pour mener à bien ce projet.

Trois questions se posent donc lorsque l'on essaye de mesurer et d'étalonner le développement économique régional. La première concerne la définition même du développement économique régional, la deuxième concerne les personnes et régions qui en profitent et la troisième concerne la définition de « région » à laquelle les mesures et étalons seront appliqués.

1.1 Le développement économique régional

Malgré l'utilisation courante de ce terme, il est souvent difficile de saisir exactement de quoi l'on parle lorsqu'on se réfère au développement économique régional. Pour certains économistes, une région qui se développe est une région qui accroît son PIB. Or, la croissance du PIB d'une région est un bon indicateur de la contribution d'une région à la croissance d'un pays, mais elle n'est pas *nécessairement* liée au bien-être de la population qui réside dans la région. Les profits et bénéfices d'entreprises qui génèrent le PIB local peuvent être rapatriés en dehors de la région — et ce problème augmente plus la région considérée est petite et plus son économie repose sur des investissements extérieurs. C'est uniquement si le PIB généré se transforme en salaires et en emplois locaux que le bien-être de la population locale augmente avec le PIB.

Le revenu moyen ne peut, à lui seul, être considéré comme une mesure du développement économique d'une région. Deux critères supplémentaires doivent être considérés. D'une part, ce ne sont que les revenus de travail, et non les transferts gouvernementaux ou autres, qui peuvent fournir une mesure du niveau de développement, dans la mesure où, à de rares

exceptions près, les revenus de travail sont générés localement par les établissements locaux. D'autre part, la *distribution* de ce revenu est aussi importante : un revenu de travail moyen peut correspondre à un petit nombre d'emplois très bien rémunérés ou à un grand nombre d'emplois moyennement rémunérés. Ce n'est donc pas seulement le revenu de travail moyen, mais aussi le nombre de personnes à l'emploi qui, de manière combinée, pourraient constituer un indicateur de développement régional.

Venons-en à l'emploi : le nombre d'emplois dans une région est une bonne métrique de développement dans la mesure où l'emploi joue plusieurs rôles. Au-delà du rôle purement économique de production et de gain de salaire, l'emploi est un indicateur important d'insertion sociale et de cohésion des communautés. Compte tenu du fait que les différences de niveau de vie sont relativement petites au Canada (par rapport aux différences entre certains pays d'Afrique et les pays occidentaux, par exemple), c'est la capacité d'une région à générer des emplois qui est souvent plus importante pour la communauté que sa capacité à payer des salaires marginalement plus élevés qu'ailleurs.

Le développement économique régional ne passe pas seulement par des mesures « d'output » — salaires, PIB ou emploi. Il passe aussi par certaines dimensions qualitatives qui renvoient souvent à la capacité d'adaptation et de survie à long terme de l'économie locale. La diversité économique — tout en étant un objectif politique récurrent — est aussi un gage de résilience d'une région, car cette diversité la rend capable de résister à tout choc externe qui aurait un impact sur des parties constituantes de son économie. Une région spécialisée, malgré les salaires, PIB ou les emplois importants qui peuvent s'y déployer pendant les périodes fastes (parfois longues), n'est pas en mesure d'encaisser un choc économique qui toucherait au secteur ou à l'entreprise dominante.

Bien que très difficile à mesurer, et entourée de rhétorique importante, la capacité d'innover d'une région est aussi un facteur important de développement. L'innovation, qui repose souvent sur les entrepreneurs individuels mais aussi sur la capacité institutionnelle de la région et son arrimage aux réseaux nationaux et mondiaux, est, comme la diversité, un facteur de stabilisation de l'économie régionale. Une région qui parvient à se doter d'institutions et d'entreprises innovantes est plus à l'abri de chocs externes qu'une économie qui repose sur des structures industrielles et des manières de faire plus anciennes. Cependant, toutes les régions n'ont ni la capacité institutionnelle nécessaire pour l'innovation, ni les conditions optimales pour une diversification réussie.

Il existe aussi d'autres dimensions, tels la durabilité, l'empreinte écologique, la distribution de la richesse locale ou le sentiment d'appartenance, qui peuvent être évoquées lorsqu'on

parle de développement régional. Chacune possède sa propre logique, et chacune peut être d'intérêt selon les objectifs que l'on se fixe en termes de développement.

En somme, sans avoir épuisé les pistes de définition, on voit que le concept même de développement régional n'est pas univoque. Nous venons de rapidement mettre en évidence deux approches distinctes, l'une reposant sur les « output » de l'économie, et l'autre sur sa capacité de résistance et d'adaptation aux chocs externes. Ces deux concepts renvoient à des métriques très différentes, qui ne sont pas nécessairement reliées entre elles. Il s'agira donc, lorsque l'on se penche sur les indicateurs, de comprendre les différentes acceptions du terme « développement économique régional » afin de mieux comprendre les choix de métriques et d'indicateurs.

1.2 Qui profite du développement économique régional?

Nous l'avons évoqué ci-dessus, il ne va pas de soi que le développement d'une région profite à la communauté qui s'y trouve : il n'existe aucune règle immuable qui associe les résidents d'une région aux activités économiques qui s'y déploient. Deux exemples simples serviront à illustrer ce propos. Premièrement, ce ne sont pas nécessairement les habitants d'une région où se trouve un barrage (qui contribue énormément au PIB local, si tant est que celle-ci puisse être mesurée) qui profitent des retombées de ce barrage. Dans la mesure où le barrage a été construit par des capitaux extérieurs et n'emploie que très peu de personnes, les retombées financières et économiques du barrage se font sentir ailleurs. La règle économique normalement reconnue dit que les investisseurs, moyennant le respect des conditions négociées pour s'installer dans telle ou telle région, ont le pouvoir de décider du mode d'exploitation et de vente de ce qui y est produit. Deuxièmement, les économies locales ne sont pas monolithiques : on y trouve des élites, qui profitent parfois démesurément des retombées des activités économiques locales. Si le développement économique ne profite qu'à cette élite, peut-on réellement parler de développement?

Tout le débat autour du développement local et communautaire aborde l'appropriation par les résidents locaux des leviers de développement de leur communauté. Un des principes importants souvent évoqués dans ce débat est celui des objectifs : les objectifs de développement sont à déterminer localement. Or, il n'est pas nécessairement vrai que toute communauté veut se développer ou croître de manière quantitative. Des objectifs qualitatifs peuvent aussi faire partie du développement : respect de l'environnement, survie de la communauté, sauvegarde de services locaux et ainsi de suite. Une analyse de développement économique local trop étroitement renfermée dans la recherche de métriques simples pourra passer à côté de ces dimensions très importantes, mais plutôt qualitatives, du développement.

Il s'agit donc de toujours se demander, lorsque l'on parle de développement, qui en profite? Un développement économique qui ne sert qu'à une petite élite locale n'est pas de même nature qu'un développement qui renforce la communauté dans son ensemble. De même qu'un développement qui exploite une ressource non renouvelable (ou qui surexploite une ressource renouvelable) doit être pensé différemment d'un développement qui permet, théoriquement, à la communauté d'exister économiquement à long terme. Il est envisageable, aussi, qu'un développement tout à fait stratégique au niveau du Québec ou du Canada ait un effet délétère pour certaines communautés de la région où ce développement a lieu — pensons, par exemple, aux développements actuels de la rivière Rupert ou à la méthanerie proposée (mais aussi opposée) à Rabaska — : comment, et pour qui, mesurer le développement régional dans ces cas-là?

Très souvent, les mesures de développement économique local tentent d'appliquer, à l'échelle de la région, les principes de comptabilité nationale. Or, les régions ne sont pas des pays : plus que les pays, les régions sont souvent perçues comme des creusets d'identité, des lieux de vie et des lieux d'attache. Ce sont de petites économies ouvertes avec peu de leviers politiques ou réglementaires pour peser sur le développement. Ce sont aussi des parties constituantes d'ensembles plus grands (notamment de pays) qui ont leurs propres priorités économiques, celles-ci n'étant pas toujours en diapason avec le développement des régions. Ce sont aussi des ensembles pour lesquels il n'y a pas de comptabilité nationale, donc aucune mesure fiable de production¹, de dépenses gouvernementales ou de consommation. Il s'agira donc de rester critique par rapport aux métriques et étalons de développement afin de déterminer dans quelle mesure ils tiennent compte de ces considérations plus qualitatives ainsi que des réalités des différentes échelles.

1.3 Qu'est-ce qu'une région?

Cette question, classique en géographie, reste toutefois de première importance lorsqu'on se propose d'explorer les métriques de développement économique régional. En gros, une région est un espace géographique subnational, ouvert aux régions qui l'entourent. Autrement dit, il n'existe pas de barrières légales ou administratives au déplacement des biens et des personnes vers une région ou en provenance de celle-ci. Une région doit aussi avoir une certaine cohésion interne pour qu'elle puisse être traitée comme une entité économique et sociale à part entière, bien que cette cohésion soit nécessairement limitée à cause de sa grande ouverture sur l'extérieur.

¹ Il est à noter que le Québec est à la fine pointe des techniques d'estimation du PIB régional (ISQ, 2006).

Cette définition théorique ne permet cependant pas d'identifier une région, mais seulement d'en reconnaître une si on la voit. Pour les besoins de cette étude, il est évident que seules des régions au sujet desquelles sont publiés rapports et statistiques pourront faire l'objet d'analyses. Le critère de cohésion en sera donc un de nature administrative, bien que les régions administratives ne soient souvent pas cohérentes économiquement. Par exemple, la région de la Montérégie n'a pas de cohérence économique dans la mesure où elle comprend une partie très rurale et une partie métropolitaine. En termes économiques, c'est la métropole (au sens large) qui fonctionne comme un tout économique, et non la Montérégie. Ceci n'empêchera pas l'analyse des indicateurs et métriques utilisés pour tenir compte du développement d'une région comme la Montérégie, mais appelle à la prudence quant à leur signification.

Dans chaque pays, et même, parfois, au sein de chaque grande région, les subdivisions administratives sont d'échelles différentes. Pour reprendre l'exemple du Canada, les MRC, au Québec, sont des régions assez petites géographiquement, imbriquées dans des régions administratives plus larges. En Alberta, l'équivalent de la MRC (le comté) est géographiquement très étendu. Donc, même si on compare des entités régionales administrativement équivalentes, on confronte souvent des objets qui sont différents. Lorsque l'on fait des parallèles entre des régions qui se trouvent dans des pays différents, le problème est exacerbé, car la logique qui sous-tend le découpage régional est souvent très différente de pays en pays, et généralement difficile à identifier (car c'est souvent un mélange de découpage, théoriquement pensé, de politique, et d'histoire régionale et nationale).

La nature des régions pour lesquelles les indicateurs ont été construits doit donc être prise en compte avant de considérer l'utilisation de ces indicateurs pour d'autres régions.

2. SURVOL DES PRATIQUES DANS DOUZE PAYS ET RÉGIONS

La synthèse proposée dans le présent chapitre se veut exploratoire. Elle vise à décrire de façon succincte la diversité des pratiques de mesure du développement économique régional dans des juridictions comparables au Québec. Elle repose sur une revue de la littérature scientifique (surtout les revues de sciences régionales, de géographie, de développement économique), mais aussi sur la littérature dite « grise » produite par les ministères, agences de développement et centres de recherche. Cette littérature, difficile à répertorier de manière exhaustive, est identifiée à partir de recherches sur les sites Web d'organismes susceptibles d'œuvrer dans le domaine du développement économique régional.

Afin d'assurer une certaine comparabilité des régions retenues, l'étude s'est limitée à des pays qui, tout comme le Québec, sont des démocraties occidentales. Une préférence est accordée aux juridictions possédant un grand nombre de régions éloignées et dépendantes de l'exploitation de ressources naturelles, comme c'est le cas au Québec. Particulièrement, l'Australie, les provinces canadiennes de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, de l'Ontario, celles états-uniennes du Maine, de New York, de l'Oregon, et du Vermont, ainsi que la France, la Suède et l'Écosse sont retenues pour en faire l'analyse.

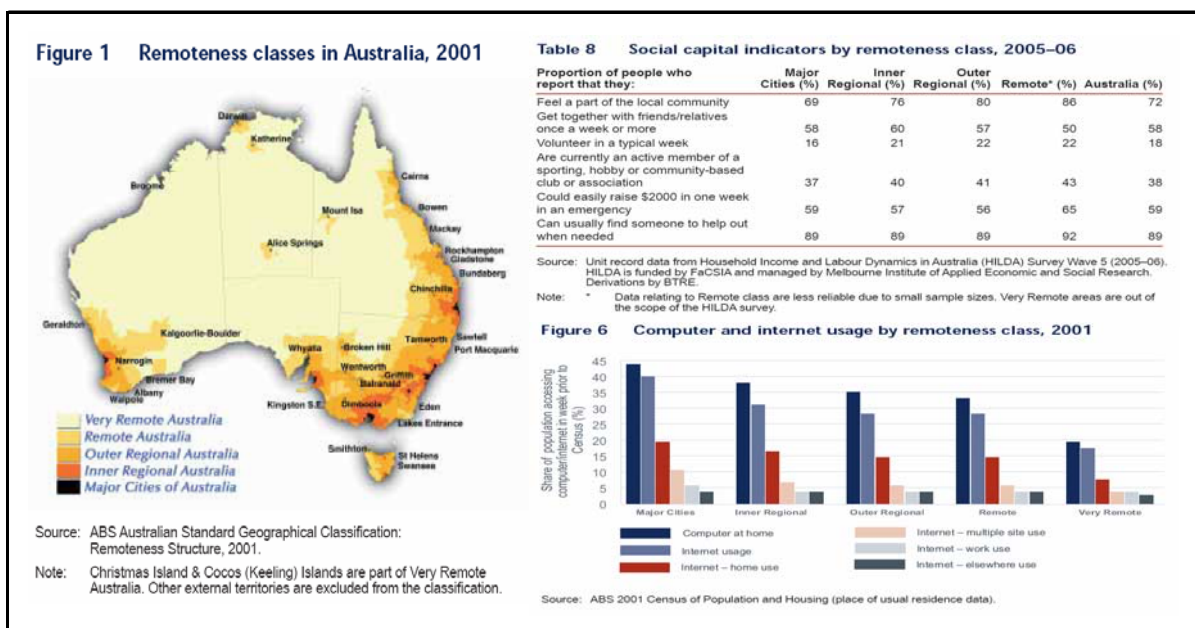
Il importe de spécifier que le but de la revue de littérature n'est pas d'être exhaustif, mais plutôt de rassembler une série d'exemples de systèmes d'indicateurs, qui seront ensuite soumis à une analyse critique afin d'en comprendre la portée, l'utilité et les limites. Ainsi, les méthodes de recherche documentaires utilisées sont-elles simples. Pour ce qui est des revues scientifiques, une recherche par mots clés est utilisée dans le moteur de recherche *Scopus*. Similairement, la littérature grise est identifiée à partir du moteur de recherche *Google*. Comme mots clés, nous avons retenu l'expression « regional development indicators » précédée du nom des régions ou pays investigués. La recherche est limitée aux dix premières pages trouvées et, pour certains cas spécifiques, elle est effectuée à partir du portail des gouvernements de la juridiction concernée. Bien que la méthode de recherche utilisée puisse sembler réductrice, elle permet néanmoins d'avoir accès aux contenus les plus visités pour chaque pays. Elle offre donc un aperçu des pratiques de mesure actuelles dans ces régions. Enfin, compte tenu de la nature organisationnelle des activités de mesure, notre analyse tente par ailleurs d'établir un lien entre les politiques de développement observées, leur cohérence avec l'établissement d'indicateurs, ainsi que l'accessibilité aux données dans les juridictions comparées.

2.1 Australie

De nombreux organismes produisent et diffusent les indicateurs du développement régional en Australie. On retrouve deux tendances de mesure : l'une classique et l'autre originale au contexte australien. Une approche classique est adoptée par l'organisme qui chapeaute la collecte des informations, l'*Australia Bureau of Statistics* (ABS). Ce dernier produit et diffuse les indicateurs du développement par région administrative. Alors que l'ABS n'a pas le mandat spécifique d'établir des politiques du développement, il se concentre plutôt à assurer la constance des activités de collecte. Il offre l'accès aux indicateurs les plus récents du développement en Australie (ABS, 2007) : emploi, revenus, chômage, population, éducation, industries, etc. De façon similaire, l'*Australian Government's Department of Employment and Workplace Relations* (2007) établit des activités de mesure de l'emploi par région administrative.

Parallèlement à ces pratiques classiques, une approche pour le moins originale est mise en place dans la politique du *Department of Transport and Regional Services* du gouvernement australien (2007), ainsi que dans celle du *Department of Local Government and Regional Development* (2003). Les pratiques de mesure s'y distinguent par l'établissement d'une typologie régionale basée sur des classes de distances et d'éloignement des centres (Figure 1). Cette pratique est unique parmi les pays étudiés. Elle témoigne de la problématique australienne de dispersion non homogène des populations sur de vastes étendues. Comme en témoignent ces pratiques, la distance entre les agglomérations urbaines et rurales se veut un facteur de croissance régionale en Australie, qu'il importe de mesurer pour en comprendre la portée.

Autre distinction, les indicateurs utilisés montrent l'appartenance des politiques australiennes à la notion de développement durable. Notamment, des indicateurs appartenant à la dimension de « capital social » (sentiment d'appartenance à la communauté, réseau social, activités, etc.) ou à l'accessibilité aux technologies de l'information et des communications (accès Internet, utilisation du courriel, etc.) sont mis en relation avec la typologie de distance (Figure 1). Les autres indicateurs classiques (emplois, secteurs, salaires, etc.) sont aussi intégrés dans la typologie proposée. Enfin, d'autres indicateurs tels que ceux de qualité de vie, de santé et d'environnement sont aussi proposés dans ce cadre large du développement régional.



Source : Australia's Government — Department of Employment and Workplace Relations, 2007

Figure 1. Mesures de développement socio-économiques selon une typologie régionale de distance, Australie, 2007.

2.2 Canada

2.2.1 ALBERTA

L'Alberta montre un effort considérable de mesure et d'évaluation du développement économique régional. Le contexte de développement accéléré lié aux ressources pétrolières de la province permet de mieux cerner l'intérêt derrière les activités d'évaluation. Bon nombre d'agences gouvernementales ont été mises en place au cours des dernières années. Celles-ci sont pour la plupart liées au ministère de l'Emploi, de l'Immigration et de l'Industrie du gouvernement de l'Alberta. Notre survol témoigne que les approches de mesure du développement économique diffèrent grandement entre chaque organisme, tant pour la définition des régions que pour les indicateurs comme tels. Elles nous montrent cependant que le contexte économique propre à la province est un élément structurant des activités des organismes impliqués dans l'étalonnage du développement.

Le *Northern Alberta Development Council* (NADC, 2007), qui fait du monitoring des activités sectorielles pour la grande région du Nord de l'Alberta, se limite à comparer cette région spécifique au reste de la province de l'Alberta par des indicateurs classiques de développement pour des secteurs prédéfinis (c.-à-d. nombre d'emplois dans le secteur du bois, etc.). De son côté, l'*Alberta Economic Development Authority* (AEDA) se limite à

décrire les programmes de soutien offerts aux régions touchées, alors qu'elle ne présente que peu d'indicateurs comparables au niveau régional. Une autre agence, la *Regional Economic Development Alliance* (REDA), offre des profils régionaux beaucoup plus complets que les précédentes agences, avec un large éventail d'indicateurs comparables. Les REDAs sont en fait de nouvelles entités géographiques issues de partenariats entre certaines divisions de recensement, qui couvrent le territoire albertain dans son ensemble. Les indicateurs utilisés par les REDAs touchent plusieurs dimensions du développement économique régional. Bon nombre d'indicateurs traitent de dimensions socio-économiques ou géographiques du développement. Des indicateurs tels que le nombre de grandes villes, le nombre d'habitants, la superficie régionale, la densité de population — présentées de façons détaillées par groupes d'âge — le niveau de scolarité ou les revenus individuels sont utilisés pour comparer les régions (REDA, 2005). Fait intéressant, certains indicateurs se concentrent sur les biens immobiliers et les nouvelles constructions : nombre d'établissements par secteurs, profil des cinq plus importantes constructions dans la région par prix des projets, valeurs des permis de construction par secteurs. La Figure 2 montre un exemple d'indicateurs pour la région de *Peace Country*.

Economic Indicators: Peace Country Region						Economic Indicators: Peace Country Region		
Top Five Major and Regional Construction Projects ⁺¹⁶						Major and Regional Construction Projects ¹⁶		
September 2005						September 2005		
Company Name	Project Description	Project Location	Value (\$000,000s)	Schedule	Status	Industry Sector	Projects	Value (\$000,000s)
Ainsworth Lumber plus Co.	OSB Plant Expansion Hardwood Sawmill Expansion	Grande Prairie and Valleyview	220.0	2005-2006	Announced	Agriculture and Related	2	15.6
Glacier Power Ltd. (100MW)	Hydro-electric Weir	MD of Fairview (near Dunvegan)	175.0	Available	Proposed	Commercial/Retail	18	73.6
Weyerhaeuser	Pulp Mill Upgrade (Boiler Re-build)	Grande Prairie	160.0	2005-2007	Construction Under	Forestry and Related	3	420.0
Peace Country Health Region	New Hospital	Beaverlodge	50.0	Available	Proposed	Infrastructure	72	232.7
Peace Country Health Region	Expansion of QE II Hospital phases 1 and 2	Grande Prairie	49.0	Available	Proposed	Institutional	29	253.9
						Oil, Gas, and Oilsands	42	96.4
						Other Industry	3	7.9
						Pipelines	18	143.3
						Power	1	175.0
						Residential	12	26.7
						Tourism/Recreation	17	96.6
						Telecommunications	7	0.9
TOTAL							224	1,542.5

Source: Alberta Economic Development, Inventory of Major and Regional Projects, September 2005

Source : Regional Economic Development Alliances, 2005

Figure 2. Indicateurs de croissance régionale reposant sur les projets de construction, Alberta, 2005.

Enfin, l'agence Alberta First, issue de partenariats municipaux, provinciaux et industriels, compare les régions par divisions de recensement, selon les données de Statistique Canada. Un plus grand nombre d'indicateurs sont fournis pour un plus grand nombre d'entités géographiques. L'agence offre l'accès à des données beaucoup plus détaillées selon une foule d'indicateurs : population, niveau de scolarité, personnel qualifié, revenus, dépenses des ménages, constructions, types d'habitations par période de construction, nombre de fermes,

nombre de projets d'infrastructures, etc. Ces données sont le plus détaillées disponibles pour la province et permettent ainsi de comparer les régions.

2.2.2 COLOMBIE-BRITANNIQUE

Les principales activités de mesure pour la Colombie-Britannique se concentrent sur la région économique de Vancouver, la principale métropole de la province. Le ministère du Développement économique et sa sous-section du développement régional ont concerté leurs efforts en vue d'encadrer les retombées des Jeux olympiques de Vancouver en 2010. Cela se répercute en termes d'augmentation des activités de mesure du développement pour cette région particulière. Dans ce cas, des indicateurs tels que le nombre de logements occupés, la population, l'emploi, les salaires, ainsi que les revenus municipaux sont comparés pour chaque quartier de Vancouver (FERENCE Weicker & Company, 2003). C'est cependant le *Greater Vancouver Regional District* (GVRD) qui offre le portrait le plus complet et comparable en termes d'indicateurs de croissance pour la métropole. Le GVRD est une agence issue d'un partenariat de 21 municipalités du Grand Vancouver. L'agence publie des relevés mensuels permettant de comparer la croissance entre les municipalités membres. Une foule d'indicateurs sont utilisés, qui témoignent d'une conception plus large du développement économique selon plusieurs dimensions : mesures sur les firmes (nombre, valeurs, revenus, etc.); mesures sur les activités foncières (constructions par secteurs et valeur); mesures sur le niveau d'éducation; les emplois et revenus personnels; mesures sur l'utilisation du sol; mesures sur la population; mesures sur les activités touristiques et sur les transports (GVRD, 2007).

Pour ce qui est des comparaisons régionales pour l'ensemble de la Colombie-Britannique, les ministères et agences de développement offrent des ressources limitées. Seule l'agence B.C. Statistics offre des données accessibles pour comparer les régions entre elles, mais souvent les données sont payantes (profils des communautés ou données quaternaires sur les régions). Il reste que des « profils régionaux » sont offerts gratuitement sur le site (BC-Stats, 2007a). Ces derniers présentent une vaste étendue d'indicateurs comparables selon un bon nombre de typologies régionales (*development regions; regional districts; municipalities; indian reserves; electoral areas; health services delivery area; local health area; school districts; college regions*, etc.). BC-Stats fournit par ailleurs des profils socio-économiques régionaux qui reposent sur la mise en place d'index selon quatre dimensions spécifiques du développement régional : pauvreté, criminalité, problèmes de santé et éducation (BC-Stats, 2007b). Ces indices de développement sont construits par la pondération d'un grand nombre d'indicateurs, dont le calcul peut être laborieux. Enfin, ces index sont pour le moins inédits, lorsqu'on les compare aux indicateurs utilisés dans les autres provinces.

La Figure 3 offre un exemple des pratiques d'étalonnage en Colombie-Britannique telle que présentée dans la littérature. On peut y voir l'un des problèmes les plus récurrents lors de la construction d'index, soit celui de la pondération des indicateurs. Par exemple, on voit que le poids respectif de l'éducation et du crime est établi à 20 % de l'index, alors que ceux de la jeunesse et de l'enfance y sont établis à 5 % chacun. Tandis que les indices offrent la possibilité de synthétiser un ensemble considérable d'informations, leur utilisation nécessite une grande prudence, car l'étape de la pondération repose sur un processus pour le moins arbitraire.

OVERALL REGIONAL SOCIO-ECONOMIC INDEX
2006

Ranked from Worst-Off to Best-Off Regions

Regional Districts*	Regional Socio-Economic Index ^a		Human Economic Hardship		Crime		Health		Education		Children		Youth	
	Index	Rank	Index	Rank	Index	Rank	Index	Rank	Index	Rank	Index	Rank	Index	Rank
			Wt(-.30)	Wt(-.20)	Wt(-.20)	Wt(-.20)	Wt(-.2)	Wt(-.2)	Wt(-.05)	Wt(-.05)	Wt(-.05)	Wt(-.05)	Wt(-.05)	Wt(-.05)
Mount Waddington	0.78	1	0.98	3	0.52	6	0.78	1	0.74	2	1.19	1	0.35	8
Alberni-Clayoquot	0.75	2	0.79	4	0.48	7	0.76	2	0.84	1	1.00	2	0.87	4
Stikine-Queen Charlotte	0.70	3	1.14	2	-0.01	16	0.69	3	0.63	4	0.89	4	0.98	2
Kootenai-Stikine	0.67	4	1.17	1	-0.19	9	0.33	8	0.59	6	0.95	3	0.91	3
Fraser-Fort George	0.64	5	0.58	5	1.00	1	0.11	12	0.40	9	0.31	8	1.05	1
Cariboo	0.37	6	0.38	8	0.15	12	0.16	10	0.73	3	0.67	5	0.35	7
Bulkley-Nechako	0.37	7	0.51	6	0.01	14	0.35	7	0.59	7	0.53	6	0.00	11
Thompson-Nicola	0.18	8	0.14	12	0.28	8	0.49	5	-0.14	15	0.02	11	0.26	9
Peace River	0.13	9	-0.45	20	0.60	2	0.35	6	0.53	8	-0.11	15	-0.36	18
Fraser Valley	0.12	10	0.16	11	0.59	3	-0.11	17	-0.11	14	-0.21	19	0.15	10
Powell River	0.11	11	0.23	10	0.05	13	-0.17	18	0.13	10	-0.03	14	0.72	5
Northern Rockies	0.02	12	-0.62	25	0.54	5	0.04	14	0.62	5	-0.23	20	-0.41	19
Nanaimo	-0.01	13	0.49	7	-0.52	20	-0.22	19	-0.23	16	0.13	10	0.57	6
Coxox-Strathcona	-0.06	14	0.02	13	-0.01	15	-0.29	20	0.00	11	0.01	12	-0.13	14
Cowichan Valley	-0.12	15	0.33	9	-0.61	21	-0.03	15	-0.49	21	0.35	7	-0.26	17
North Okanagan	-0.12	16	-0.24	17	-0.21	17	0.13	11	-0.09	13	-0.23	21	-0.11	13
Okanagan-Similkameen	-0.15	17	-0.34	19	-0.30	18	0.64	4	-0.50	22	-0.21	18	-0.04	12
Kootenay Boundary	-0.20	18	-0.04	15	-1.04	24	0.21	9	-0.54	24	0.22	9	-0.45	21
Columbia-Shuswap	-0.33	19	-0.32	18	-1.06	26	0.10	13	-0.01	12	-0.01	13	-0.64	24
Central Okanagan	-0.37	20	-0.51	21	0.17	11	-0.60	23	-0.47	20	-0.50	25	-0.17	15
Squamish-Lillooet	-0.38	21	-0.68	26	0.18	10	-0.51	22	-0.31	18	-0.20	17	-0.68	25
Greater Vancouver	-0.41	22	-0.08	16	0.57	4	-1.18	26	-1.02	26	-0.64	26	-0.53	23
East Kootenay	-0.45	23	-0.57	23	-0.87	23	-0.05	16	-0.26	17	-0.12	16	-0.81	26
Central Kootenay	-0.46	24	0.00	14	-1.06	25	-0.47	21	-0.54	23	-0.36	22	-0.53	22
Sunshine Coast	-0.50	25	-0.59	24	-0.49	19	-0.61	24	-0.38	19	-0.37	23	-0.23	16
Capital	-0.67	26	-0.54	22	-0.82	22	-0.79	25	-0.74	25	-0.44	24	-0.43	20

*Excludes Stikine and Central Coast RD's due to small numbers.
^aThe Regional Socio-Economic Index is the weighted average of the individual subject matter "composite indices". See attached sheets for the derivation of these composite indices.

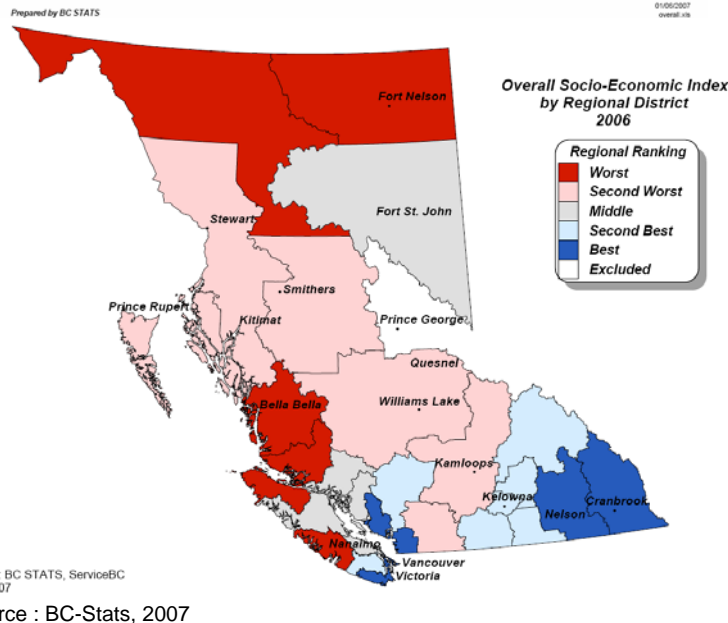


Figure 3. Étalonnage par construction d'indices, Colombie-Britannique, 2007.

2.2.3 ONTARIO

Il n'y a pas de ministère intégré sur le développement économique régional en Ontario. De façon distincte, cette province possède des programmes régionaux pour chacun de ses ministères. Les entités géographiques sont par ailleurs considérées indépendamment, avec peu de données comparables à l'ensemble du territoire. Les stratégies politiques pour chaque programme font peu l'objet d'évaluations mesurées et donc, pour plusieurs ministères, aucun indicateur ne permet de comparer les différentes régions entre elles. C'est le cas pour le ministère de la Recherche et de l'Innovation, celui du Développement économique et du Commerce et du ministère des Richesses naturelles. Le ministère du Développement du Nord et des Mines est quant à lui le plus près de la problématique des régions. Sous l'égide de la direction du développement économique régional, le ministère offre des profils sectoriels pour les secteurs du Nord de l'Ontario, mais ne fournit étrangement pas d'indicateurs pour ce qui est du Sud de l'Ontario (Ontario, 2007). Les indicateurs sont pour la plupart des indicateurs classiques en provenance de Statistique Canada : taux de chômage, population, emploi par secteur, nombre de travailleurs syndiqués. Pour ce qui est du concept de région, les « districts » ontariens sont l'unité d'analyse utilisée. La comparaison ne se limite qu'aux régions du nord, pour la plupart des régions reposant sur l'exploitation des ressources naturelles.

2.2.4 QUÉBEC

Le Québec montre un très grand effort d'encadrement, de mesure et d'évaluation du développement économique régional sur son territoire. La province se démarque par la cohérence de ses activités de mesure avec une politique intégrée de développement. Suivant une politique de développement local, les activités de mesure sont caractérisées par une emphase sur l'innovation et la recherche comme dimensions du développement économique régional, ainsi que par une grande accessibilité à un large éventail d'indicateurs. C'est au ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation que revient la tâche principale de coordination de la plupart des activités de mesure dans la province. Celui-ci offre un portrait socio-économique des régions économiques du Québec qui présente un ensemble classique d'indicateurs de développement, parallèlement à de nouveaux indicateurs établis par sous-thèmes (Québec, 2006). Parmi ces derniers, nous retrouvons les indicateurs de démographie (migrations, indice de remplacement, rapport de dépendance, etc.); d'emplois (nombre, taux de chômage, assistance-emploi, etc.); de structures industrielles (nombre de firmes, taille, emploi par secteur, etc.); d'exportation (valeur, nombre par secteur, par destination, etc.); d'innovation (investissements en recherche et développement (R&D), personnel de recherche, brevets et publications scientifiques, etc.); d'éducation (diplômés, taux de graduation, etc.) et finalement, de condition de vie (revenus disponibles, indice de

développement économique, logement, espérance de vie, culture, etc.). Comme l'on peut voir, les activités de mesure sont très larges et visent plusieurs dimensions du développement à la fois, qui sont reflétées dans les politiques du ministère, notamment sous la politique des « créneaux d'excellence » en région (Québec, 2007).

C'est cependant l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) qui offre l'ensemble le plus complet et le plus comparable d'indicateurs de développement entre les régions économiques de la province. Les profils statistiques des régions administratives et les comparaisons interrégionales présentent un nombre important d'indicateurs du développement régional (Tableau 1). À noter que les indicateurs ont été classifiés selon un modèle théorique inspiré de Lazarsfeld (1962). Le tableau permet d'observer la relation entre le concept de développement économique régional, les dimensions étudiées et les indicateurs utilisés au Québec. L'idée est ici de retenir le fait que malgré un nombre important d'indicateurs comparables soit disponible, chacun vise des dimensions distinctes d'un même concept, alors qu'ils possèdent tous leurs caractéristiques particulières. On peut noter quelques spécificités de la mesure au Québec. La part plus importante d'indicateurs d'innovation, notamment l'utilisation des brevets et articles scientifiques par régions, des dépenses en recherche et développement (R&D) ou encore la diffusion des technologies de communication comme l'Internet. Il est important de souligner aussi que certaines mesures proposées par l'ISQ, tel le PIB local par industrie, sont très innovantes : non pas que d'autres organismes ne publient de tels chiffres, mais l'ISQ a fourni un effort considérable pour améliorer les méthodes de mesure du PIB local qui, très souvent, ne reposent que sur des règles de trois sommaires ne tenant pas compte des variations de productivité des industries dans l'espace (Lemelin et Mainguy, 2005).

Tableau 1
Du concept aux indicateurs du développement régional, Québec 2007

Concept	Dimensions (liste non exhaustive)	Sous- dimensions	Indicateurs (liste non exhaustive)
Développement économique régional	Croissance	Activités immobilières	Nouvelles constructions (nombre, valeur, etc.) Valeurs foncières (selon le permis de bâtir)
		Investissements	Dépenses en équipements et infrastructures
		Productions	Exportations (nombre, valeur, par secteurs/ destination, etc.) PIB local Revenus des entreprises (moyen; médian; disponible, etc.)
		Transports	Flux par mode de transport
	Développement socio-économique	Culture	Dépenses en activités culturelles (publiques privées) Statistiques des bibliothèques Nombre d'établissements culturels
		Santé et qualité de vie	Qualité de l'environnement (air, eau, sols) Taux de criminalité Espérance de vie Taux de faible revenu (par genre, par famille, etc.)
		Innovation	Extrants de la recherche Articles scientifiques (nombre, facteur d'impact, citations relatives, collaborations, indices de spécialisation, etc.) Brevets (applications et octrois - USPTO, EPO, etc.) Ventes et exportations de produits high-tech
		Intrants de la recherche	Dépenses en R&D (publique, privé, universitaire) Nombre de firmes effectuant de la R&D Nombre d'universités et centres de recherche
		Personnel hautement qualifiés	Nombre de diplômés en sciences et ingénierie Nombre de diplômés universitaires Nombre d'employés dans les secteurs high-tech Nombre d'employés de R&D (public, privé, universitaire)
		Technologies de l'information	Dépenses en technologies de l'information Utilisation de l'Internet
	Ressources humaines	Éducation	Niveau de scolarité atteint (moyen, médian, etc.) Nombre de nouveaux diplômés Taux de décrochage
		Emploi	Nombre d'employés (par secteurs; professions) Revenus de travail (moyen, médian, etc.) Taux d'activité Taux de chômage
		Démographie	Distribution de la population (âge, sexe, etc.) Flux migratoires

Source : Compilation à partir de l'Institut de la statistique du Québec, 2007

2.3 États-Unis

2.3.1 MAINE

Un rapport de 2006 issu du vérificateur général soulignait l'insuffisance des activités de mesure, de données ainsi que le manque de cohérence des programmes politiques touchant le développement économique régional au Maine (OPEGA, 2006). Il est en effet ardu de

trouver des indicateurs de développement économique pour les régions de cet État américain, si ce n'est qu'avec les données du recensement du *U.S. Census Bureau* (USCB, 2007). De manière générale, les indicateurs utilisés ne sont pas propres aux régions ou aux comtés, mais à l'État du Maine comparé aux données nationales. Le produit intérieur brut (PIB), l'indice des prix à la consommation (IDC), le salaire par habitant, le taux de chômage, les investissements en R&D et les coûts de santé sont les indicateurs proposés par la *Maine Development Foundation* (MDF, 2006). Ils sont limités à l'État dans son ensemble. Similairement, le *Maine Economic Growth Council* (2007) ne fournit pas de données sur les régions. Il présente cependant des caractéristiques intéressantes au point de vue des indicateurs. Plusieurs d'entre eux restent classiques (exportations, nombre de nouvelles entreprises, éducation, taux de pauvreté, revenus personnels, part des taxes sur le revenu), alors que d'autres se distinguent par la vision de développement durable à laquelle ils appartiennent (nombre d'employés avec plus d'un employeur, nombre de connexions Internet haute vitesse, index de détérioration des routes, nombre de blessures au travail, taux de mortalité par type de maladie, part de la population avec assurance vie, surface des aires naturelles préservées, part des résidents en centre d'accueil). La Figure 4 montre le cadre politique du développement adopté au Maine, ainsi que deux indicateurs utilisés pour mesurer l'évolution comparée de l'État avec la moyenne nationale.

V I S I O N

A high quality of life for all Maine citizens.

Achieving this vision requires a vibrant and sustainable economy supported by vital communities and a healthy environment.

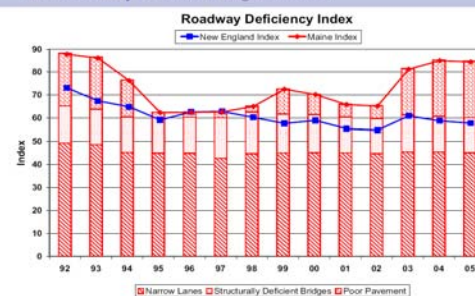


Prepared for the Maine Economic Growth Council
by the
MAINE DEVELOPMENT FOUNDATION

Source : Maine Economic Growth Council, 2007

14. Transportation Infrastructure

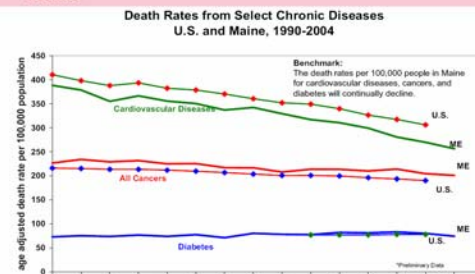
Benchmark: Maine's roadway deficiency index will decline each year and eventually to the New England index.



Data Source: Maine Tomorrow

19. Chronic Disease

Benchmark: The death rates per 100,000 people in Maine attributed to cardiovascular diseases, cancer, and diabetes will continually decline.

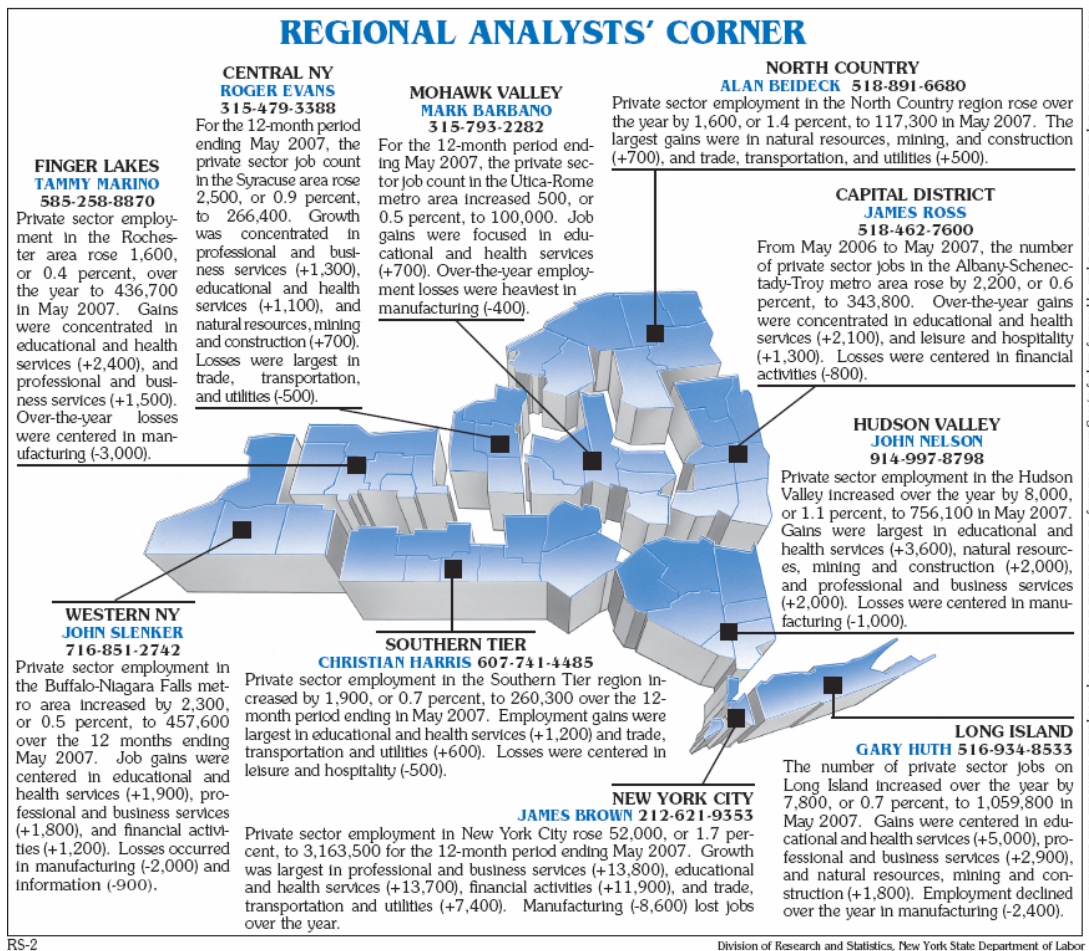


Data Source: Maine Mortality Data Files. Prepared by: Maine Department of Health and Human Services, Maine Center for Disease Control and Prevention, Office of Data, Research and Vital Statistics.

Figure 4. Politique de développement durable et indicateurs, Maine, 2007.

2.3.2 NEW YORK

L'État de New York propose une politique intégrée du développement économique régional, qui se reflète malheureusement difficilement dans ses activités de mesure. Alors que les politiques se concentrent autour de la dimension de l'innovation, les mesures se concentrent sur l'analyse classique de l'emploi et des secteurs. Particulièrement, des quotients de localisation par secteurs sont utilisés afin de définir les concentrations géographiques de l'emploi dans les divers comtés (ESD, 2007). Ailleurs, l'emploi, les salaires ou la formation sont l'objet de relevés mensuels (NYSDL, 2007). C'est bien entendu à l'U.S. Census Bureau que davantage d'indicateurs peuvent être trouvés pour chaque comté (USCB, 2007). Les données de développement fournies par cette agence sont ventilées par groupes ethniques (c.-à-d. *Black-owned firms*). Cette pratique est unique parmi les pays comparés dans cette étude. Elle traduit en quelque sorte la problématique ethnique du développement économique propre aux États-Unis.



Source : New York State Department of Labour, 2007

Figure 5. Étalonnage mensuel de l'emploi régional, État de New York, 2007.

2.3.3 OREGON

Deux dimensions se dégagent de la littérature grise sur les politiques de développement économique régional dans l'État de l'Oregon : l'innovation et le développement durable (NORP, 2005; Porter, 2002; Tryens, 2000). Alors que le cadre du développement durable est définitivement perceptible dans des efforts originaux de mesure, peu d'indicateurs ont été relevés qui permettent de bien mesurer l'innovation à l'échelle de l'État. D'un point de vue géographique, les données pour les comtés de l'État sont difficilement accessibles — les comparaisons régionales sont pour la plupart faites entre les données et la moyenne nationale (NORP, 2005; Porter, 2002). Encore ici, c'est l'*U.S. Census Bureau* qui produit la plupart des données — ces dernières n'étant cependant pas disponibles publiquement. L'*Oregon Progress Board* — agence du gouvernement de l'État de l'Oregon — est l'une des meilleures sources publiques pour les indicateurs régionaux du développement à l'échelle des comtés (*counties*). Les activités d'étalonnage s'orientent autour de quatre axes du développement économique régional : 1) la qualité de vie (*safe, caring and engaged communities*), 2) la santé et le développement durable (*healthy, sustainable surroundings*) ainsi que 3) l'emploi et la qualité des emplois (*quality jobs for all oregonians*) (OPB, 2005). Pour ce qui du premier axe, les indicateurs sont pour la plupart originaux et renvoient à des pratiques d'usage courant dans les pays en développement (*vote participation; teen pregnancy; infant mortality; HIV; premature death; alcohol/drug use; poverty; crimes; etc.*). Le deuxième axe use aussi d'indicateurs nouveaux : gestion des déchets; possession des ménages; coûts des loyers; etc. Finalement, le troisième axe est plus classique, avec des indicateurs de croissance de l'emploi, des salaires et des niveaux d'éducation. Enfin, malgré que les politiques mettent de l'avant la dimension de l'innovation, cette dernière n'est pas bien perceptible dans les activités de mesure de l'État.

2.3.4 VERMONT

Bon nombre d'organismes traitent distinctement du développement économique au Vermont. Ces derniers ne sont cependant pas intégrés dans une politique issue d'un organisme principal. Des corporations locales pour chaque région administrent des programmes indépendants, qui ne font pas l'objet de mesures comparables. Le développement régional est donc un des éléments abordés parmi les politiques des divers ministères du gouvernement de l'État. Le *Vermont Economic Progress Council* (VEPC) est probablement l'organisme qui fait office de principal émetteur de politiques. Dans son plan stratégique de 2002, l'organisme proposait trois objectifs pour le développement du Vermont (VEPC, 2002) : le plein emploi, l'augmentation du salaire et des revenus et la qualité de vie. Malheureusement, les indicateurs sélectionnés dans ce document n'ont pas été mis à jour, alors qu'ils étaient agrégés pour l'État dans son ensemble. Indépendamment de toute politique de

développement, des données d'emploi classiques par comté sont offertes par le département du travail du gouvernement du Vermont sur une base mensuelle (VDL, 2007). Cela rappelle l'approche adoptée par le même ministère de l'État de New York (Figure 5). Enfin, le département du développement économique offre des liens vers le *U.S. Bureau of Census* en ce qui concerne les données sectorielles comme telles.

2.4 France

En France, les activités de mesure de la croissance régionale s'orientent en général dans une vision de développement durable. Cependant, aucun organisme n'encadre ces pratiques dans une politique intégrée sur l'ensemble du territoire. Cela est d'autant plus vrai que la structure gouvernementale française reste complexe. Le changement récent de gouvernement a provoqué une réorganisation importante des programmes ministériels. Il en résulte une approche différée, qui varie entre les différents organismes et administrations régionales responsables.

Les données sont difficilement accessibles par d'autres sources que l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE, 2007), qui n'a aucun mandat quant à l'étalonnage du développement territorial en France. Parallèlement, les politiques se construisent de façon théorique sur la notion de développement durable. Le concept même de développement économique régional ne semble pas en soi utilisé dans les politiques françaises. On voit alors peu d'indicateurs dans les documents et davantage d'analyses reposant sur des prescriptions politiques. C'est le cas du Conseil national du développement durable (CNDD, 2006), qui produit des avis politiques sur les activités de développement durable dans le pays, sans cependant effectuer d'activités d'évaluation reposant sur des mesures d'indicateurs. Même chose du côté du ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables, qui ne fait pas d'activités de comparaisons régionales intégrées. Ce dernier fournit cependant des analyses par thème et propose des liens vers des sites régionaux d'où sont accessibles quelques données organisées régionalement.

Un exemple d'activité de mesure effectuée localement se trouve dans un rapport récent du Conseil régional du Nord-Pas de Calais intitulé *Des indicateurs régionaux de développement humain* (2006). Le rapport propose une comparaison de la région Pas de Calais avec la Wallonie, ainsi qu'avec la moyenne nationale et celles d'autres pays. Plusieurs indicateurs et indices du développement sont utilisés : espérance de vie, niveau d'instruction, PIB par habitant, l'indice de développement humain (IDH), taux de chômage, taux de pauvreté, taux d'illettrisme, l'indicateur de pauvreté humaine (IPH), l'indice de participation des femmes à la vie économique (IPF), etc. Similairement, le Conseil régional d'Île-de-France propose un tableau d'indicateurs du développement durable (IAURIF, 2007). La région y est comparée

de façon non uniforme avec d'autres régions, des pays ou la moyenne nationale. Certains indicateurs sont seulement présentés sans comparaison. On y retrouve une très vaste étendue d'indicateurs classés selon plusieurs dimensions et sous-dimensions du développement durable, notamment la dimension socio-économique de qualité de vie et santé (emploi, R&D, taux de chômage, taux de pauvreté, espérance de vie, taux de suicide, accessibilité aux services, logement, scolarité, égalité des sexes, IDH, etc.) ainsi que la dimension environnementale (utilisation du sol, engrais, surfaces boisées, proximité risques technologiques, etc.). Enfin, quoique ce document fournisse un large éventail d'indicateurs du développement souvent inédits, il permet difficilement de comparer différentes régions entre elles, faute de données appliquées à l'ensemble des régions en France.

2.5 Suède

En Suède, le concept de développement régional se structure essentiellement au travers d'une politique de développement durable et d'innovation. Néanmoins, comme dans plusieurs des cas étudiés, les politiques sont rarement traduites en activités de mesure comparables à l'échelle régionale. Plutôt, les documents de politique tendent à confronter le pays avec l'ensemble européen. De fait, très peu de documents procèdent à un étalonnage régional comme tel. En revanche, des indicateurs régionaux par thème (environnement et température, population, agriculture, emploi, services sociaux, éducation, etc.) sont accessibles individuellement sur le site de l'agence *Statistics Sweden* dans un document annuel, le *Statistical Yearbook of Sweden*. On y retrouve une gamme d'indicateurs pour la plupart classiques du développement régional. C'est à cet endroit qu'il devient possible de construire des comparaisons régionales. Enfin, des critiques pourraient être émises quant à la concordance générale des indicateurs de développement durable et d'innovation avec les dimensions visées.

Malgré le déficit de comparabilité régionale, il reste que l'approche des activités de mesures témoigne d'une originalité particulière en termes de conceptualisation et du choix des indicateurs. Les motifs spécifiques de ce choix ne sont cependant pas toujours évidents. Dans le cas de la politique de développement durable, le ministère de l'environnement élabore une grille d'indicateurs visant quatre dimensions : 1) efficacité, 2) contribution et égalité, 3) adaptabilité et 4) ressources pour les générations futures (Sweden, 2001). Dans le premier cas, on inclut des indicateurs d'une grande variété pour caractériser l'efficacité (production énergétique par PIB; production de déchets; PIB par heure travaillée; dépenses en santé; nombre de décrocheurs). La deuxième dimension fait état d'indicateurs visant la notion d'égalité : PIB régional, nombre de transports par cargo, salaire disponible par unité de consommation, participation électorale, achat de produits biologiques, etc. Pour la dimension

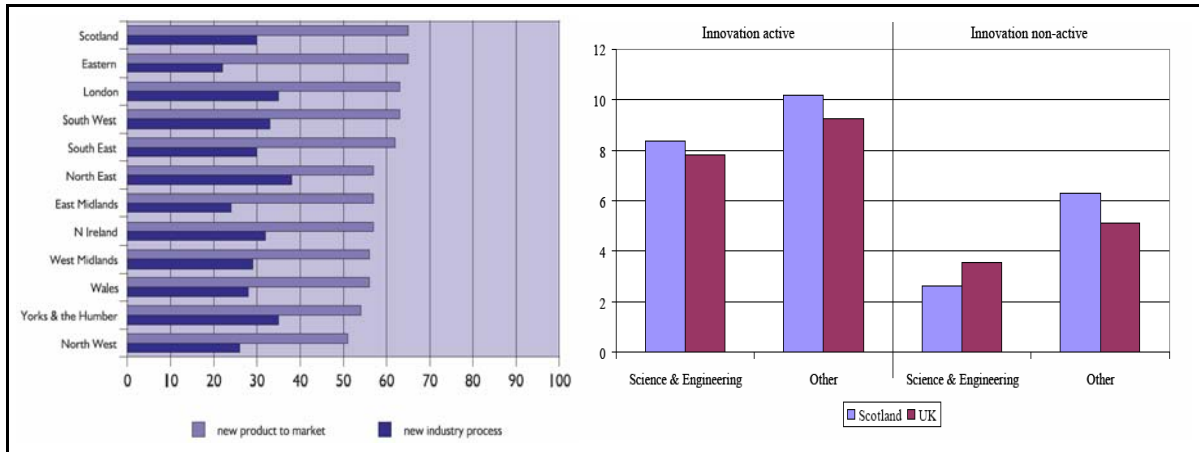
d'adaptabilité, on use d'indicateurs tels que la variabilité des sources d'énergie disponibles, les investissements par PIB, le nombre de faillites, le niveau d'éducation, l'étendue des cultures biologiques, etc. Enfin, la dimension des ressources pour les générations futures est mesurée en partie par les indicateurs suivants : dette générale des gouvernements en pour cent du PIB, part du PIB dépensé en santé, aires protégées, animaux en danger d'extinction, etc. (Sweden, 2001). On peut constater que la variété impressionnante d'indicateurs disponibles sur le développement durable cause, dans certains cas, une difficulté d'opérationnalisation du concept de développement durable. À cela s'ajoute le problème de déficience d'une comparabilité régionale. La même chose peut être observée pour la politique d'innovation. Dans ce cas, les activités de mesure s'orientent dans l'analyse des *clusters* régionaux pour des secteurs particuliers. Un bon exemple se trouve dans le document *National and Regional Cluster Profiles* de l'agence VINNOVA, qui fait des comparaisons régionales relatives au secteur des biotechnologies (VINNOVA, 2004). Parmi les indicateurs utilisés, notons le nombre de compagnies, le type de produit élaboré ainsi que le nombre d'employés. Ces derniers sont accompagnés de données sur les investissements en R&D, les ventes, les produits détaillés, etc. Enfin, ce type d'analyse ne se limite qu'à des industries particulières, alors que l'étalonnage régional reste limité qu'à un nombre restreint d'indicateurs.

2.6 Écosse

Les activités de mesure en Écosse se concentrent sur une comparaison régionale avec l'ensemble du Royaume-Uni. Comme dans plusieurs autres des cas régionaux étudiés, les mesures classiques de développement sont utilisées (emploi, salaires, revenus, exportation, nombre d'entreprises, données par secteurs, etc.). Une attention particulière est portée sur les indicateurs d'innovation et de développement durable, qui s'intègrent dans les politiques écossaises de développement. Les activités de mesure sont essentiellement réalisées par le bureau central du gouvernement, le *Scottish Executive*, qui produit des rapports sur le développement en Écosse. Quoique plusieurs rapports soient facilement accessibles, il reste que peu de données sont comparables entre les régions écossaises comme telles.

L'emphase sur les indicateurs d'innovation peut s'expliquer par la bonne performance de l'Écosse dans l'économie du savoir. Cette dernière semble arriver en tête de liste pour bon nombre d'indicateurs d'innovation : revenus issus de la propriété intellectuelle, nombre de nouveaux produits et procédés introduits dans le marché, dépenses en R&D, etc. (Scottish Executive, 2007a, 2007b). D'autres études concernent le développement durable. On fait alors référence à un large éventail de mesures : structure de la population, gestion des déchets, changements climatiques, qualité de l'eau, énergie, distance de transport,

criminalité, santé (Scottish Executive, 2005d). Enfin, des indicateurs d'agriculture sont utilisés pour caractériser l'utilisation des sols dans les différentes régions d'Écosse (Scottish Executive, 2006c). Des indicateurs tels que le type de grain, les pelouses, les productions animales et les données sur les agriculteurs sont fournis dans ce type d'étude.



Source : Scottish Executive, 2007

Figure 6. Indicateurs d'innovations en Écosse : innovations sur le marché (produits) et innovations dans l'industrie (procédés) par secteurs, et gradués en pourcentage de la main d'œuvre, 2007.

3. DISCUSSION SUR LES PRATIQUES

Plusieurs constats peuvent être tirés de ce survol des activités de mesure du développement régional. D'abord, on voit qu'il n'y a pas de standard établi dans les métriques utilisées. Les régions étudiées montrent qu'il y a, au contraire, une très grande diversité d'indicateurs pour mesurer le développement économique régional. La notion même de développement régional n'est pas homogène dans les territoires étudiés. Ainsi, les dimensions du développement qui sont mises de l'avant dans les politiques et les activités de mesure varient d'une région à l'autre. On voit alors les notions de développement durable, d'innovation ou de qualité de vie s'insérer au côté de dimensions touchant la croissance économique. Comme en témoigne le survol des pratiques, la relation entre les indicateurs et les dimensions visées s'opère d'une façon distincte dans chaque entité spatiale. À lui seul, le concept de développement durable génère un éventail très large d'indicateurs au travers des différentes régions étudiées. En Australie par exemple, on inclut des indicateurs tels que le sentiment d'appartenance à la communauté ou l'accessibilité à Internet pour se référer à la dimension du développement durable, alors que l'IDH, le taux de chômage ou l'IPH sont utilisés en France pour représenter le même concept. Parallèlement, la notion de région est-elle aussi sujette à une variabilité importante : il n'est pas possible d'observer un standard quant à la définition et l'élaboration des régions comparées. Un bon exemple est encore l'Australie où les régions sont classifiées par indices de distance des grands centres, ou même le Québec où on a affaire à des régions économiques historiquement prédéfinies. Enfin, malgré la grande variabilité des indicateurs de mesure du développement régional, il est possible d'observer une tendance dans l'utilisation d'un certain nombre de mesures plus classiques à travers les diverses régions étudiées. Il est possible de synthétiser ces indicateurs classiques en se référant à un rapport de l'OCDE (Figure 7). Les indicateurs se structurent essentiellement selon quatre grandes dimensions : 1) population et migration, 2) bien-être et équité sociale, 3) environnement et durabilité, ainsi que 4) structures économiques et performance (Figure 7). Notons que parmi les indicateurs classiques, les mesures de population, d'emploi, de revenus, de secteurs et d'éducation sont les plus fréquemment retrouvées dans les régions étudiées.

Population and Migration	Social Well-being and Equity
Density	Income
Change	Housing
Structure	Education
Households	Health
Communities	Safety
Economic Structure and Performance	Environment and Sustainability
Labour Force	Topography and Climate
Employment	Land Use and Changes
Sectoral Shares	Habitats and Species
Productivity	Soils and Water
Investment	Air Quality

Source : OCDE, 1996

Figure 7. Grandes familles d'indicateurs classiques selon quatre dimensions du développement.

Parallèlement à ces constats, le survol permet de constater l'étroite relation entre les pratiques, les organismes qui produisent et diffusent les mesures comme telles, ainsi que les caractéristiques régionales des entités étudiées. Le type d'organisme peut varier d'une région à l'autre : organismes privés, gouvernements, corporations régionales, etc. De même, les objectifs visés par chacun de ces organismes, au travers des politiques et activités de mesure des régions visées, varient en fonction de leurs mandats spécifiques. On peut alors observer les préoccupations des organismes dans les activités de mesure. Notre survol démontre clairement cette tendance. Un bon exemple se trouve en Colombie-Britannique, où une emphase est mise principalement sur la région de Vancouver en prévision des Jeux olympiques dans la métropole. Cette approche contraste avec le cas québécois, pour qui les activités de mesure s'appuient essentiellement sur des comparaisons régionales sur l'ensemble du territoire — comparaisons qui reposent sur l'importance historique et le poids politique des régions au Québec. D'une même façon, les dimensions et mesures adoptées ainsi que la disponibilité des indicateurs témoignent tout autant de l'orientation des organismes que de l'importance et la structuration de ces activités dans les politiques des régions étudiées. Ainsi, lorsqu'on compare le Vermont avec le Québec, on remarque immédiatement la plus grande disponibilité et structuration des données au Québec, alors que le Vermont montre des activités qui permettent difficilement les comparaisons régionales. Le développement régional est sans conteste un élément structurant des politiques du gouvernement québécois, alors que les mesures sont effectuées par des organismes plus petits et variés au Vermont. Enfin, les dimensions choisies témoignent des objectifs visés par les

organismes régionaux. En comparant l'Écosse à l'Alberta, on voit rapidement que dans le premier cas, les indicateurs de croissance s'orientent vers une vision d'innovation, alors qu'ils se dirigent vers une vision de croissance et d'investissements infrastructures en Alberta. Le premier cas s'explique par le contexte européen, particulièrement la proximité au Royaume-Uni et la région de Londres, alors que le deuxième cas s'explique notamment par le contexte de croissance accéléré lié à l'extraction des ressources pétrolières.

Conclusion

Pratiques dans les douze cas étudiés

Notre survol des pratiques dans douze pays et régions nous a permis d'explorer la diversité des instruments de mesure du développement économique régional. Malgré que notre analyse n'ait pas été exhaustive, elle permet néanmoins de souligner les problèmes fondamentaux à l'étalonnage du développement régional. Comme nous l'avons exploré dans les paragraphes introductifs, un des problèmes récurrents tient à la définition même du développement régional. Notre survol montre qu'il n'y a aucun consensus entre les pays étudiés sur la définition du développement régional, notamment dans l'utilisation de dimensions telles que le développement durable, la croissance économique ou l'innovation. Les métriques utilisées montrent la même diversité et varient selon la dimension visée. Nous avons cependant noté que certains indicateurs sont plus classiques que d'autres. L'emploi, les salaires, le PIB par habitant, la population, le niveau d'éducation sont quelques exemples de métriques les plus couramment utilisées dans les régions étudiées.

La définition de région est un second problème récurrent parmi celles analysées, alors qu'on retrouve une hétérogénéité dans le type de régions utilisées dans les mesures du développement. Certains découpages reposent sur des critères de distance, des entités municipales, des régions économiques, des pays, des régions administratives, etc. On peut comprendre comment il est théoriquement impossible de comparer un pays à une région économique. Sur ce point, l'Australie, avec ses critères de découpage régionaux basés sur la taille urbaine et la distance, fait figure de modèle pour définir les régions économiques, alors que des critères très semblables ont aussi été développés au Québec (Coffey et Polèse, 1998; Polèse et Shearmur, 2004).

L'une des conséquences de la grande diversité des approches du développement est de rendre l'étalonnage entre les régions très difficile, voire impossible. Dans plusieurs cas, les mêmes indicateurs utilisés dans une région ne sont pas disponibles dans les autres régions. Il semble que la décentralisation des entités politiques chargées de mesurer le développement puisse être la cause de pratiques hétérogènes entre les régions. On pourrait croire, à tort, que la décentralisation des activités de mesure permette aux régions de contrôler davantage leur développement. Sur ce point, le cas de la France est remarquable. Alors que les activités de mesure sont effectuées par des administrations régionales pour ce pays, on remarque des lacunes importantes dans la production d'analyses comparables pour l'ensemble des régions françaises. On fait alors face à des régionalismes dans les activités de mesure où chaque administration tente de son mieux de dresser un portrait régional de développement.

La mesure du développement régional au Québec

En contraste, le Québec procède de façon centralisée dans ses activités de mesure. On peut y comparer les régions sur une foule d'indicateurs standardisés et observer les écarts entre les régions sur une base temporelle. Par opposition, les pays où l'on observe une décentralisation des activités de mesure montrent un manque d'accessibilité des données ainsi qu'un nombre réduit d'indicateurs du développement. Lorsqu'on compare le Québec aux autres pays étudiés, il semble que les activités de mesure soient hautement en avance. Ainsi, le Québec fait figure de modèle quant à l'étalonnage du développement économique. Avec un très grand nombre d'indicateurs disponibles, on peut y observer le développement sur la base de plusieurs dimensions simultanées : croissance économique, population, développement durable ou innovation. Seuls les objectifs et les choix politiques permettent d'opter pour les indicateurs les plus appropriés dans telle ou telle circonstance.

On peut noter toutefois certaines limites à la panoplie pourtant impressionnante d'indicateurs comparables proposés au Québec. D'abord, il ne semble pas y avoir d'indicateur plus qualitatif de sentiment d'appartenance ou de cohésion sociale, mesure que l'on retrouve dans certaines autres juridictions. Ce type de mesure, sans être strictement économique, s'apparenterait cependant à une mesure du développement au sens large, tel que perçu par la population. Ensuite, d'un point de vue plus strictement économique, nous n'avons pas trouvé d'indice du coût de la vie ou du coût du logement local : or, si nous voulons pleinement interpréter les données de revenu — par exemple — il s'agit aussi de savoir ce qu'un revenu donné permet d'acquérir localement. De tels indicateurs, déjà difficiles à trouver pour les principales RMR canadiennes, sont absents des indicateurs régionaux.

Finalement, une question centrale au Québec est celle de la cohérence économique des régions pour lesquelles on produit des indicateurs de développement. En général, les MRC (et, *a fortiori* les régions administratives) éloignées des métropoles ont une certaine cohérence (adéquation entre bassins d'emploi et résidents, contacts interentreprises) qui rend légitime l'utilisation d'indicateurs régionaux (au niveau des régions administratives ou des MRC) pour étalonner leur développement. Autour de Montréal, de Gatineau et, dans une certaine mesure, de la ville de Québec, ces entités administratives ne correspondent pas à la réalité de la distribution et de l'interpénétration des activités économiques, des bassins de main-d'œuvre et des résidents. Quelles que soient les qualités des mesures de développement, celles-ci n'ont de sens que si les régions qu'elles étalonnent ont elles-mêmes un sens autre que purement administratif. Il s'agit là d'une question fondamentale — question qui s'applique sans doute à la plupart des juridictions étudiées (nous n'avons pas les moyens d'évaluer la cohérence des découpages dans chacun des pays analysés).

Références

- Alberta Economic Development Authority (AEDA). 2007. *Online Reports and Studies*. Disponible à : <http://www.alberta-canada.com/aeda/index.cfm>. Consulté le 15 août 2007.
- AlbertaFirst. 2007. *Census Division Profiles*. Disponible à : <http://www.albertafirst.com/profiles/cd/>. Consulté le 15 août 2007.
- Asheim, B. T. et Coenen, L. 2005. « Knowledge Bases and Regional Innovation Systems: Comparing Nordic clusters ». *Research Policy* 34/8: 1173-1190.
- Audretsch, D. B., et al. 2004. 'Industry evolution - Diversity, selection and the role of learning'. *International Small Business Journal* 22/4: 331-348.
- Audretsch, D. B. et Keilbach, M. 2005. « Entrepreneurship Capital and Regional Growth ». *Annals of Regional Science* 39/3: 457-469.
- Australia's Government – Department of Local Government and Regional Development (Australia_a). 2003. *Indicators of Regional Development in Western Australia*. Government of Western Australia. Disponible à : http://www.dlgrd.wa.gov.au/Publications%5CDocs%5CindicatorsRegionDev_FullVersion.pdf. Consulté le 15 août 2007.
- Australia's Government – Department of Transport and Regional Services (Australia_b). 2007. *About Australia's Regions*. Disponible à : http://www.btre.gov.au/publications/47/Files/Australias_Regions_07.pdf. Consulté le 21 août 2007.
- Australia's Government – Department of Employment and Workplace Relations (Australia_c). 2007. *Australian Regional Labour Markets – June*. Disponible à : <http://www.workplace.gov.au/NR/rdonlyres/815B95F2-A531-4ABE-873F-5768251E061D/0/ARLMJune2007.pdf>. Consulté le 21 août 2007.
- Australian Bureau of Statistics (ABS). 2007. *National Regional Profiles*. Disponible à : <http://www.abs.gov.au/AUSSTATS/abs@.nsf/Latestproducts/1Main%20Features12000-2004?opendocument&tabname=Summary&prodno=1&issue=2000-2004&num=&view=>. Consulté le 21 août 2007.
- BC-Stats. 2007a. *Regional Statistics*. Base de données sur les régions. Government of British-Columbia: Ministry of Labour and Citizen Services. Disponible à : <http://www.bcstats.gov.bc.ca/regions.asp>. Consulté le 15 août 2007.
- BC-Stats. 2007b. *Regional Socio-Economic Profiles and Indices*. Base de données sur les régions. Government of British-Columbia: Ministry of Labour and Citizen Services. Disponible à : <http://www.bcstats.gov.bc.ca/regions.asp>. Consulté le 15 août 2007.
- Bellone, F. et Maupertuis, M.-A. 2000. « Nouvelle économie géographique et dynamique de l'innovation : une relecture des configurations centre-périphérie ». *Région et Développement* 11: 1-29.
- Braczyk, H.-J. et al. 1998. *Regional Innovation Systems*. London: UCL Press. 499.
- Commission of the European Communities (CEC). 2001-2004. *European Innovation Scoreboard 2004: Comparative Analysis of Innovation Performance*. Disponible à : ftp://ftp.cordis.lu/pub/cordis/docs/eis_2004_main_doc.pdf. Consulté le 15 août 2007.
- Doloreux, D. 2002. « What We Should Know about Regional Systems of Innovation ». *Technology in Society* 24/3: 243-263.
- Doloreux, D. 2004. « Regional Innovation Systems in Canada: A Comparative Study ». *Regional Studies* 38/5: 481-494.

- Coffey, W.J. et Polèse, M. 1988. « Locational Shifts in Canadian Employment, 1971-1981: Decentralization Versus Decongestion ». *Canadian Geographer*. 32: 3. 248-265.
- Conseil national du développement durable (CNDD). 2006. *Regards croisés. Le projet d'action stratégique de l'État en région : le point de vue de l'État*. Disponible à : http://www.premier-ministre.gouv.fr/villepin/IMG/pdf/CNDD_Avis_no7_-_mars_2006-2.pdf. Consulté le 18 août 2007.
- Conseil régional du Nord-Pas de Calais (CRNPC). 2006. *Des indicateurs régionaux de développement humain dans le Nord-Pas de Calais et en Wallonie*. Étude prospective régionale. Disponible à : http://www.nordpasdecalais.fr/dd/telechargement/indicateurs_regionaux_de_developpement_hu_main.pdf. Consulté le 15 août 2007.
- Empire State Development (ESD). 2007. *New York State Data Center*. Base de données sur le développement. Disponible à : http://www.nylovesbiz.com/nysdc/data_economic.asp. Consulté le 15 août 2007.
- Ference Weicker & Company. 2003. *Community Assessment of 2010 Olympic Winter Games and Paralympic Games on Vancouver's Inner-City Neighbourhoods*. Prepared for the Vancouver agreement in conjunction with the Vancouver 2010 bid corporation. 36 p.
- Gouvernement de l'Ontario (Ontario). 2007. *Profils sectoriels*. Ministère du développement du Nord et des Mines: Direction du Développement Économique Régional. Disponible à : http://www.mndm.gov.on.ca/mndm/nordev/redb/sector_profiles_f.asp. Consulté le 11 juillet 2007.
- Gouvernement du Québec (Québec). 2007. *Créneaux d'excellence par région*. Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. Disponible à : http://www.mdeie.gouv.qc.ca/page/web/portail/developpementRegional/nav/accord/43685.html?id_doc=43685. Consulté le 15 août 2007.
- Gouvernement du Québec (Québec). 2006. *Portrait socio-économique des régions du Québec*. Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. Disponible à : http://www.mdeie.gouv.qc.ca/mdercontent/000021780000/upload/publications/pdf/developpement_regional/fr/regions/portr_socio_econ.pdf. Consulté le 15 août 2007.
- Greater Vancouver Regional District (GVRD). 2007. *Regional Development Key Facts*. Disponible à : <http://www.gvrd.bc.ca/growth/keyfacts.htm>. Consulté le 15 août 2007.
- Institut de la statistique du Québec (ISQ), 2006, *Produit intérieur brut régional par industrie au Québec*, Québec: ISQ. Disponible à www.stat.gouv.qc.ca. Consulté le 15 novembre 2007.
- Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE). 2007. *Portraits régionaux*. Disponible à : http://www.insee.fr/fr/region/accueil_region.htm. Consulté le 15 août 2007.
- Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région d'Île-de-France (IAURIF). 2007. *Tableau d'indicateurs du développement durable : région Île-de-France*. Disponible à : http://www.iaurif.org/fr/savoirfaire/etudesenligne/tableau_indicateurs/TI-DD-PDF.pdf. Consulté le 15 août 2007.
- Lazarsfeld, P. 1965. « Des concepts aux indices empiriques » dans Raymond Boudon et Paul Lazarsfeld (dir.), *Le vocabulaire des sciences sociales : concepts et indices*. Paris et La Haye : Mouton: p. 27-36.
- Lemelin, A. et P. Mainguy, 2005, *Estimation du produit intérieur brut régional pour 17 régions administratives québécoises, 1991-2005 : Cahier technique et méthodologique*, Québec: ISQ. Disponible à : http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/econm_finnc/conjn_econm/compt_econm/Estimation_PIRreg.pdf. Consulté le 15 novembre 2007.

- Maine Development Foundation (MDF). 2006. *In Search of Silver Buckshot: Thirty Years of Economic Development in Maine*. A Background Paper Prepared for the Brookings Institution Metropolitan Policy Program in support of its larger project, « Charting Maine's Future: An Action Plan for Promoting Sustainable Prosperity and Quality Places ».
- Maine Economic Growth Council (MEGC). 2007. *Measures of Growth in Focus: Performance Measures and Benchmarks to Achieve a Vibrant and Sustainable Economy for Maine*. Prepared by the Maine Development Foundation. Disponible à : <http://www.mdf.org/megc/measures/megc2007.pdf>. Consulté le 15 août 2007.
- Maillat, D. 1992. « Les relations des entreprises innovatrices avec leur milieu » dans D. Maillat et J-C Perrin (dir.), *Entreprises innovatrices et développement territorial*. Neuchâtel: GREMI: 3-22.
- Ministère Délégué à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche (MDESR). 2007. *La R&D dans les régions*. Gouvernement de la France. Disponible à : <http://cisad.adc.education.fr/reperes/public/chiffres/france/reg.htm>. Consulté le 15 août 2007.
- New York State Department of Labour (NYSDL). 2007. Employment in New York state. Disponible à : http://www.labor.state.ny.us/workforceindustrydata/enys_index.shtm. Consulté le 7 Juillet 2007.
- Northern Alberta Development Council (NADC). 2007. N-A regional information. Disponible en ligne à : <http://www.nadc.gov.ab.ca/index.html>. Consulté le 15 août 2007.
- Northwest Oregon Regional Partnership (NORP). 2005. *Northwest Oregon Regional Economic Development Plan*. Disponible à : http://clatsopcounty.us/Assets/Dept_12/PDF/2005%20CEDS%20Update%20Final.pdf. Consulté le 15 août 2007.
- Office of Program Evaluation & Government Accountability of the Maine State Legislature (OPEGA). 2006. *Economic Development Programs in Maine — EDPs Still Lack Elements Critical for Performance Evaluation and Public Accountability*. A report to the Government Oversight Committee. Disponible à : <http://www.maine.gov/legis/opega/reports/Economic%20Development%20Programs%202006/EcDev%20Executive%20Summary%20Only.pdf>. Consulté le 15 août 2007.
- Oregon Progress Board (OPB). 2005. *Oregon Benchmarks County Data Book*. Government of Oregon. Disponible à : <http://www.oregon.gov/DAS/OPB/docs/CoData/05CoData/FinalBook.pdf>. Consulté le 15 août 2007.
- Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). 1996. *Territorial Indicators of Employment : Focusing on Rural Development*. Paris.
- Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). 1996. *The Knowledge-Based Economy*. Paris. 46 p.
- Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). 2001. *Cities and regions in the new learning economy*.
- Porter, M.E. 2002. *Oregon Profile of the State Economy*. Prepared for Governor John A. Kitzhaber. Harvard Business School: Institute for Strategy and Competitiveness. Disponible à : http://www.isc.hbs.edu/oregon_02-26-02.pdf. Consulté le 15 août 2007.
- Polèse, M. et R. Shearmur. 2004. « Is Distance Really Dead? Comparing industrial Location Patterns Over Time in Canada ». *International Regional Science Review*. 27: 4. 431-457.
- Québec, G. d. 19XX-2007. *Profils des régions et des MRC : comparaisons interrégionales*. Institut de la statistique du Québec (ISQ). Disponible à : http://www.stat.gouv.qc.ca/regions/profils/comp_interreg/comp_inter_index.htm#adm_public. Consulté le 7 août 2007.

- Regional Economic Development Alliances (REDA). 2005. *Regional Economic Indicators*. Government of Alberta: Ministry of Employment, Immigration and Industry. Disponible à : <http://www.alberta-canada.com/regionalDev/regionalDevelopment/economicIndicators.cfm>. Consulté le 7 juillet 2007.
- Scottish Executive (a). 2007. *Scottish Economic Statistics*. A Scottish Executive National Statistics Publication. Edinburg. 185p. Disponible à : <http://www.scotland.gov.uk/Publications/2007/07/18083820/89>. Consulté le 7 septembre 2007.
- Scottish Executive (b). 2007. *The Community Innovation Survey 4: Profiling Scotland's Innovation Performance*. Freel, M. and Harrison, R. Scottish Executive. Disponible à : <http://www.scotland.gov.uk/Publications/2007/07/04110926/9>. Consulté le 7 septembre 2007.
- Scottish Executive (c). 2006. *Scottish Agricultural Census Summary Sheets by Geographic Area: June 2006*. A Scottish Executive National Statistics Publication. Disponible à : <http://www.scotland.gov.uk/Publications/2003/02/16452/18639>. Consulté le 7 septembre 2007.
- Scottish Executive (d). 2005. *Indicators of Sustainable Development for Scotland: Progress Report 2005*. Sustainable Development Directorate. Disponible à : <http://www.scotland.gov.uk/Resource/Doc/57346/0017025.pdf>. Consulté le 7 septembre 2007.
- Statistics Sweden. 2007. *Statistical Yearbook of Sweden*. Disponible à : http://www.scb.se/statistik/publikationer/OV0904_2007A01_BR_A01SA0701.pdf. Consulté le 15 août 2007.
- Statistics Sweden and the Swedish Environmental protection Agency (Sweden). 2001. *Sustainable Development Indicators for Sweden – A First Set 2001*. Government of Sweden: Ministry of the Environment. Disponible à : <http://www.scb.se/statistik/MI/MI1103/2003M00/Preface1to52.pdf>. Consulté le 9 août 2007.
- Tryens, J. et B. Silverman. 2000. *The Oregon Benchmarks As a Measurement System for Sustainability*. Disponible à : <http://www.oregon.gov/DAS/OPB/docs/Sustain/silverman.pdf>. Consulté le 15 août 2007.
- U.S. Census Bureau (USCB). 2007. *States and County Quick Facts*. Disponible à : <http://quickfacts.census.gov/qfd/states/36/36065.html>. Consulté le 9 août 2007.
- Vermont Department of Labour (VDL). 2007. *Vermont Labor Market*. Disponible à : <http://www.vtmi.info/lmnews/lmnews.pdf>. Consulté le 16 août 2007.
- Vermont Economic Progress Council (VEPC). 2002. *A Plan for a Decade of Progress: actions for Vermont's Economy*. Disponible à : http://www.thinkvermont.com/vepc/pdf/2002_LREP_Report.pdf. Consulté le 16 août 2007.
- Vermont's Government Department of Economic Development (VGDED). 2007. *Online Resources*. Disponible à : <http://www.thinkvermont.com/index.cfm>. Consulté le 16 août 2007.
- VINNOVA. 2004. *National and Regional Cluster Profiles: Companies in Biotechnology, Pharmaceuticals and Medical Technology in Sweden*. VINNOVA Analysis. Disponible à : <http://www.vinnova.se/upload/EPiStorePDF/va-07-04.pdf>. Consulté le 16 août 2007.
- Wong, C. 2002. « Developing Indicators to Inform Local Economic Development in England ». *Urban Studies* 39: 1833-63.